



Faire entendre nos préoccupations concernant la première lecture au Parlement du Royaume-Uni du projet de loi sur le suicide assisté

Chers membres de la communauté.

Le projet de loi sur le suicide assisté, officiellement introduit à la Chambre des Lords pour un examen plus approfondi le lundi 23 juin 2025, accorde aux adultes en phase terminale en Angleterre et au Pays de Galles, ayant une espérance de vie de six mois, le droit légal de mettre fin à leurs jours avec un soutien médical.

Pourquoi nous nous y opposons

En tant que musulmans, nous rejetons fermement cette proposition. Nous sommes profondément préoccupés par l'impact que cela pourrait avoir sur les personnes âgées et les malades en phase terminale, qui pourraient se sentir poussés à mettre fin à leurs vies pour ne pas être un fardeau pour la société ou leurs proches.

Ensemble, protégeons la sainteté de la vie et défendons des soins empreints de compassion, plutôt qu'un recours à la mort assistée.

Le projet de loi est actuellement soumis à la Chambre des Lords pour débat et examen supplémentaires. C'est le moment pour vous de faire entendre vos préoccupations.



Lisez la **traduction française** de la lettre à la page suivante.



Mise à jour sur le projet de loi sur le suicide assisté Déclaration conjointe de MUS et CoEJ : Adoption de la troisième lecture à la Chambre des communes

À l'attention de : L'honorable Wes Streeting Secrétaire d'État à la Santé

Monsieur le Ministre,

Nous exprimons notre profonde inquiétude suite à l'adoption du projet de loi sur le suicide assisté lors de sa troisième lecture à la Chambre des communes le vendredi 20 juin 2025. Bien que nous reconnaissions que cette législation est présentée par certains comme un moyen d'offrir dignité et choix en fin de vie, nous craignons qu'elle n'ait des conséquences involontaires qui touchent de manière disproportionnée nos communautés.

Nous faisons référence à nos deux lettres précédentes, envoyées en novembre 2024 et avril 2025. Nous représentons une communauté pour laquelle les traditions culturelles et religieuses accordent une valeur profonde à la sainteté de la vie, et considèrent la souffrance comme une épreuve à accompagner avec bienveillance, plutôt qu'à écourter par une intervention. Dans notre communauté, les discussions autour de la mort sont souvent liées à la foi, à la famille et à des expériences historiques d'inégalités systémiques au sein du système de santé.

Nous sommes particulièrement préoccupés par le fait que des personnes vulnérables — les personnes âgées, les personnes handicapées, les malades en phase terminale et celles ayant un accès limité à des soins adaptés culturellement — puissent se sentir poussées à envisager le suicide assisté, non par réel choix, mais parce qu'elles se sentent être un fardeau pour leurs familles ou pour la société.

Étant donné les disparités persistantes en matière de traitement médical, de soutien en santé mentale et de soins de fin de vie, nous nous interrogeons sur la capacité de tous les patients à réellement bénéficier d'un choix digne, ou si ce projet de loi ne risque pas de créer un système à deux vitesses, où la mort est proposée plus facilement que des soins de qualité.

Plus encore, nous savons que la confiance dans le système de santé est fragile. Nombre de nos communautés ont subi des décennies de marginalisation, et l'adoption de ce projet de loi risque d'aggraver la méfiance envers les institutions publiques.

Nous appelons les responsables politiques, les professionnels de santé et les autorités de régulation à garantir la mise en place de mesures de protection solides, à respecter les sensibilités culturelles et religieuses, et à veiller à ce que personne ne soit amené à penser que sa vie a moins de valeur à cause de sa maladie, de son âge ou de son origine.

Nous demandons l'ouverture d'un dialogue permanent incluant des chefs religieux, des aînés communautaires, des défenseurs des personnes handicapées, et des professionnels de santé issus de tous horizons pour assurer un suivi attentif de la mise en œuvre de cette loi.

Nos voix ne doivent pas seulement être entendues, mais doivent être au cœur de la construction d'un système de santé juste et empreint de compassion.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de nos salutations distinguées.

Arifali Hirji President, The Council of European Jamaats

Syed Ali Raza Rizvi President, Majlis-e-Ulama-e-Shia Europe





L'Appel d'Eau Ali Asghar 2025

En ce mois de Muharram, honorez la mémoire de Hadhrat Ali Asghar (a.s) en soutenant cet appel. Votre don aidera à fournir de l'eau potable et vitale à des communautés dans le besoin à travers le monde.



Cliquez ici pour faire un don

En ces nuits sacrées de deuil et de réflexion, transformons notre souvenir en action.

Ne manquez aucune information importante Rejoignez la communauté WhatsApp du CoEJ!

